

ISSN: 1663-6317



JISTID

Journal International des
Sciences, Technologies et
Innovations pour le
Développement

Volume 1, numéro 4
Juillet - Septembre 2025

Défis du contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso : Analyse des capacités et des limites des organisations de la société civile

KOALAGA Oumarou Paul

Doctorant en Sciences juridiques, politiques et administratives,
Option : Relations internationales, Université de LISALA, RDC
Email de l'auteur : e.koalaga@yahoo.fr

RESUME

Cet article traite de la dynamique complexe du contrôle citoyen des politiques publiques dans le secteur de la défense et de la sécurité au Burkina Faso. En effet, face à des défis sécuritaires croissants et notamment la menace terroriste, l'implication de la société civile est devenue un levier essentiel pour renforcer la transparence, la responsabilité et la confiance entre l'État et la population. Nous questionnons le contexte les fondements théoriques, le rôle des organisations de la société civile (OSC), ainsi que les capacités et les limites des OSC. L'article met également en relief les acquis tels que l'intérêt citoyen grandissant et la production scientifique, tout en identifiant les contraintes persistantes, notamment les contraintes légales, le difficile accès à l'information, manque de ressources et d'expertise en la matière. Enfin, il propose des perspectives d'amélioration axées sur le renforcement des capacités et une collaboration accrue avec les institutions étatiques pour bâtir une gouvernance sécuritaire plus inclusive et légitime.

Mots-clés : *Politiques publiques, Contrôle citoyen, défense et sécurité, société civile, gouvernance,*

ABSTRACT

This article examines the complex dynamics of citizen oversight of public policies in the defence and security sector in Burkina Faso. Indeed, in the face of growing security challenges, particularly the terrorist threat, civil society involvement has become an essential lever for strengthening transparency, accountability and trust between the state and the population. We examine the context, theoretical foundations, role of civil society organisations (CSOs), and the capacities and limitations of CSOs. The article also highlights achievements such as growing citizen interest and scientific output, while identifying persistent constraints, including legal constraints, difficult access to information, and lack of resources and expertise. Finally, it proposes avenues for improvement focused on capacity building and increased collaboration with state institutions to build more inclusive and legitimate security governance.

Key Words : *Public Policy, citizen oversight, defence and security, civil society, governance*

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et constats

Dans un contexte mondial de renouveau de la théorie démocratique¹ et de critique des modes de gouvernance traditionnels, l'émergence des concepts de bonne gouvernance et de démocratie participative a mis en lumière la problématique centrale du suivi de l'action publique par les citoyens. Le secteur de la défense et de la sécurité, longtemps considéré comme le domaine exclusif de l'État, est désormais interpellé par cette dynamique. Au Burkina Faso, cette question revêt une importance fondamentale, exacerbée par des défis sécuritaires croissants tels que le terrorisme et les conflits intercommunautaires, ainsi que par un historique de crises politiques et de violations des droits humains.

En outre, l'encadrement et l'évaluation des décisions publiques relatives à la sécurité par les citoyens et la société civile sont devenus indispensables pour renforcer la transparence, la responsabilité et la confiance mutuelle entre l'État et les populations.

Le concept de contrôle citoyen englobe un éventail de mécanismes, incluant la participation, la vigilance et le plaidoyer. Il se définit comme l'ensemble des initiatives prises par des groupes de citoyens ou des

organisations de la société civile pour amener les acteurs détenant le pouvoir à rendre compte de leur gestion. Ce processus implique la capacité de demander des comptes et l'obligation pour les autorités de le faire envers ceux qu'elles sont censées servir. Toutefois, ce contrôle est souvent entravé par divers obstacles, notamment le manque de compréhension des enjeux de sécurité, l'absence de mécanismes formels de contrôle citoyen, et la tendance des autorités à réagir par des mesures répressives face à toute forme d'opposition. Dans le cadre spécifique du Burkina Faso, la dynamique entre l'État et la société civile se trouve également influencée par des considérations géopolitiques et régionales. La complexité de la situation sécuritaire actuelle, avec la présence de groupes armés non étatiques, a suscité des interrogations quant à la légitimité des politiques de défense et de sécurité. En ce sens, le contrôle citoyen devient non seulement une nécessité pour garantir le respect des droits humains et des normes de gouvernance, mais aussi un outil pour renforcer la légitimité des institutions face à des défis sécuritaires de plus en plus accrus.

Cet article se propose d'explorer les défis inhérents à la mise en œuvre du contrôle citoyen des politiques de défense et de

¹ La théorie démocratique se concentre sur la souveraineté du peuple et l'organisation d'un régime politique où le pouvoir émane

des citoyens, s'appuyant sur des principes comme le respect des libertés fondamentales, la séparation des pouvoirs, et des élections libres et régulières.

sécurité au Burkina Faso, en analysant les enjeux liés à cette dynamique essentielle et en suggérant des pistes d'amélioration.

1.2. Problématique

De nombreux défis et obstacles entravent le contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso, rendant difficile la pleine réalisation de la transparence, de l'inclusivité et de la confiance entre l'État et la population et notamment entre l'État et la société civile. Cette difficulté persiste malgré le fait que ce contrôle citoyen soit reconnu comme un élément fondamental pour une gouvernance , transparente, inclusive et garante de la stabilité et cohésion nationale.

La problématique de cette recherche réside dans la tension entre l'aspiration démocratique à un contrôle citoyen robuste et transparent des politiques de défense et de sécurité, et les nombreux défis pratiques et structurels qui en empêchent la pleine réalisation au Burkina Faso. La recherche vise donc à explorer ces défis et à identifier des perspectives d'amélioration pour cette dynamique essentielle afin de réaliser une gouvernance transparente et inclusive.

Pour cela, il s'agira de voir comment établir et renforcer un contrôle citoyen efficace, transparent et légitime des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso, face à un environnement sécuritaire volatile, des contraintes légales, et un déficit de confiance entre l'État et la société civile.

1.3.Question de recherche principale et secondaires

Question de recherche principale

- Quels sont les défis liés à la mise en œuvre du contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso et l'identification des capacités et des limites des OSC ?

Questions de recherche secondaires :

- Quelle est l'importance et le contexte du contrôle citoyen ?
- Quels sont les mécanismes et obstacles du contrôle citoyen ?
- Quel est le cadre théorique du contrôle citoyen ?
- Quelles sont les capacités et les limites des organisations de la société civile (OSC) ?

1.4.Justification de la recherche

La justification de cette recherche réside dans l'urgence de combler le fossé entre la reconnaissance théorique de l'importance du contrôle citoyen et sa mise en œuvre pratique dans un État fragile et confronté à des menaces sécuritaires et terroristes.

1.5.Objectif général et spécifiques

Objectif général

- Contribuer à une gouvernance plus inclusive et légitime des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso, en plaçant les citoyens au cœur des processus décisionnels.

Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, les objectifs de cette recherche sont les suivants :

- Analyser le contexte et l'importance du contrôle citoyen :

Il s'agit de mettre en lumière l'importance fondamentale du contrôle citoyen dans un contexte de défis sécuritaires croissants. Ce contrôle est indispensable pour renforcer la transparence, la responsabilité et la confiance entre l'État et les populations, ainsi que pour garantir le respect des droits humains et des normes de gouvernance.

- Identifier les obstacles majeurs :

La recherche vise à identifier les entraves au contrôle citoyen, telles que le manque de compréhension des enjeux de sécurité, l'absence de mécanismes formels de participation explicites, et la tendance à des mesures répressives face aux discours contradictoires. Elle s'attardera également sur les contraintes légales et réglementaires qui limitent les activités des OSC, ainsi que les défis de légitimité et de crédibilité des OSC et des institutions étatiques.

- Évaluer le rôle et les capacités des organisations de la société civile (OSC) :

Le rôle capital des OSC dans la promotion de la transparence, de la responsabilité et de la participation citoyenne sera examiné. Cela inclut l'analyse de leurs capacités de

mobilisation des ressources et de leurs stratégies d'influence (plaidoyer, sensibilisation, collaboration intersectorielle)

- Identifier les perspectives d'amélioration :

La recherche vise à explorer les voies de renforcement du contrôle citoyen. Cela passe par le renforcement des capacités des acteurs citoyens et des OSC (formation, accès aux ressources, outils numériques) et la promotion de la collaboration avec les institutions publiques et privées. L'objectif à terme est de favoriser un dialogue ouvert, d'intégrer les retours d'expérience des citoyens dans la formulation des politiques et de restaurer la confiance entre l'État et ses citoyens.

1.5. Hypothèses générale et spécifiques

Hypothèse générale

Le renforcement du contrôle citoyen à l'égard des politiques de défense et de sécurité pourrait significativement améliorer la transparence, la responsabilité et la légitimité des institutions étatiques au Burkina Faso.

Ce contrôle est indispensable pour renforcer la confiance entre l'État et les populations.

Hypothèses Spécifiques

Hypothèse 1

L'efficacité du contrôle citoyen serait directement entravée par le manque d'accès à l'information pertinente et à l'inefficacité

de mécanismes formels et légitimes de contrôle citoyen.

Ce manque d'accès à l'information sur les décisions politiques et les actions des forces de sécurité et de défense est un obstacle majeur. De plus, les structures de consultation citoyenne existantes manquent souvent de légitimité et de représentativité, rendant ces consultations superficielles. Les autorités ont également tendance à réagir par des mesures répressives face à toute forme d'opposition.

Hypothèse 2

Un déficit de confiance persistant entre les citoyens et les institutions étatiques de défense et de sécurité, aggraverait des perceptions d'abus de pouvoir et de corruption,

La méfiance des citoyens envers les institutions étatiques responsables de la sécurité est omniprésente, souvent en raison d'allégations d'abus de pouvoir, de corruption ou d'un manque de transparence, renforcées par une communication inefficace des autorités. Les OSC elles-mêmes sont confrontées à des défis de légitimité et de crédibilité, parfois perçues avec méfiance ou sujettes à la manipulation politique, ce qui complique leur mission.

Hypothèse 3

Les organisations de la société civile seraient des acteurs pivots pour le renforcement du contrôle citoyen, en mobilisant des ressources, en menant des

campagnes de plaidoyer et de sensibilisation, et en facilitant le dialogue entre l'État et les citoyens, malgré les obstacles auxquels elles sont confrontées.

Les OSC jouent un rôle capital en promouvant la transparence, la responsabilité et la participation citoyenne. Elles utilisent des stratégies d'influence telles que le plaidoyer basé sur des données probantes, la sensibilisation à travers des campagnes médiatiques et des ateliers, et la collaboration intersectorielle pour créer des coalitions. Leur efficacité dépend de leur capacité à mobiliser des ressources financières, humaines et matérielles, et à établir des partenariats stratégiques.

Hypothèse 4

Le renforcement des capacités des citoyens et une collaboration accrue entre la société civile et les institutions publiques seraient des facteurs déterminants pour améliorer l'efficacité et la légitimité du contrôle citoyen, favorisant ainsi une meilleure adhésion de la population et des politiques de défense et de sécurité plus adaptées.

Le renforcement des compétences et des connaissances des OSC et des citoyens est fondamental pour qu'ils puissent analyser, évaluer et interpréter les politiques de défense et de sécurité. La collaboration et la synergie entre l'État, les OSC et les communautés locales, à travers des plateformes d'échanges d'informations et des forums de dialogue, peuvent améliorer

la communication, renforcer la confiance et permettre une meilleure prise en compte des préoccupations des citoyens dans les stratégies de défense.

2. REVUE DE LA LITTÉRATURE ET CADRE THEORIQUE

2.1. Définition opérationnelle des concepts

Définitions et concepts clés

Citoyen

Le citoyen² est la personne qui jouit du droit de cité. C'est le membre d'un État, considéré du point de vue de ses Droits et Devoirs. Le citoyen est la personne qui est titulaire de droits politiques et civils tels que le droit de participer aux affaires politiques de la cité (le droit d'élire et d'être élu, le droit de participer au gouvernement. Le cœur de la définition du citoyen se situe dans la jouissance effective des droits politiques, qui ne sont possibles qu'associés aux droits civils. Pour Aristote³, c'est en termes de participation (méthexis) que se définit la citoyenneté. Les citoyens ont en partage la tâche de délibérer et de prendre les décisions qui concernent la vie de la cité et son futur. En d'autres termes, pour Aristote, la citoyenneté n'est donc pas simplement un

statut civil, mais une qualité active qui implique un engagement dans la gestion de la cité et la recherche du bien suprême.

La société civile⁴

La société civile peut se définir comme l'espace politique existant entre l'individu et le gouvernement. Elle renvoie à un domaine distinct et parallèle à l'État et au marché, où les citoyens se rassemblent librement en fonction de valeurs partagées et autour de projets communs. Il s'agit d'un mode d'organisation de l'action collective qui s'inscrit dans la sphère publique et vise à permettre aux citoyens de se coordonner pour exprimer des opinions communes, entretenir des échanges constructifs entre eux et avec les autres acteurs de la société, tels que l'État ou le secteur privé, et entreprendre des actions pour influencer l'évolution de la société dans le sens des valeurs qu'ils défendent. La société civile regroupe le secteur autonome des citoyennes et citoyens qui se mobilisent, de façon volontaire, autour de questions d'intérêt général et dans un but non lucratif. Le contrôle citoyen⁵

Pour EFANGON Yannick, le vocable contrôle est constitué de deux particules à savoir : contre et rôle. Ce qui suppose que

² Le petit Larousse illustré 2012

³ Aristote, né en 384 et mort en 322 av. J.-C. **est un philosophe et polymathe grec de l'Antiquité.** Il est avec Platon, dont il a été le disciple à l'Académie, l'un des influents penseurs que le monde occidental ait connus.

⁴ Augustin Loada et Ornella Moderan, « Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité

», in Ornella Moderan (dir.), Boîte à Outils pour la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest (Genève : DCAF, 2015).

⁵ EFANGON Daniel Yannick «Le contrôle citoyen des finances publiques en Afrique», 2 mars 2023, Edition Harmattan

d'une part, il y a celui qui joue le rôle et d'autre part celui qui joue le contre rôle. Aussi, si les pouvoirs publics jouent le rôle prépondérant d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de défense et de sécurité, les autres pouvoirs tels que judiciaires et législatifs jouent tantôt un rôle complémentaire pour parler du Parlement qui Coexerce avec l'exécutif, la compétence en matière de défense et de sécurité. Le contrôle renvoie ainsi à une mission d'encadrement et d'observation avisée de l'exercice d'une fonction. Le contre rôle s'exerce sur celui qui joue le rôle. Le contrôle est toujours suivi d'un adjectif qui évoque la forme, démocratique ou encore du contrôle hiérarchique. Il peut parfois être suivi de sanctions ou simplement de recommandations.

Nuance entre participation citoyenne et contrôle citoyen

La participation citoyenne et le contrôle citoyen, bien que visant tous deux à impliquer les citoyens dans les affaires publiques, se distinguent par leur initiative et leur finalité principale :

- La participation est une démarche ascendante où les citoyens sont associés à la conception de l'action publique et peuvent contribuer à l'amélioration des services

- Le contrôle est une démarche descendante ou indépendante, visant à suivre, évaluer et s'assurer de la bonne gestion des ressources et des politiques publiques par les gouvernements ou les institutions.

Le contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité

Le contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité, selon Mansare, « émanant de la culture démocratique qui a investi en Afrique le domaine public, donne au citoyen toute la légitimité pour veiller à l'utilisation du budget de l'État dont il est le contribuable »⁶. Il y a donc dans le contrôle citoyen, un important contre rôle de veille citoyenne, sur la gouvernance de toutes questions financières publiques. Le but étant de déceler et de dénoncer, tout comportement ou pratique, s'écartant des normes et bonnes pratiques en matière de gouvernance des finances publiques, au détriment de l'intérêt commun qui est avant tout, le bien-être du citoyen.

La sécurité pour et avec le citoyen

Bien que les populations puissent être représentées par les élus politiques qu'elles ont choisis ou par les OSC qu'elles ont créées, les citoyens n'intervenaient pas directement dans l'évaluation et encore moins dans la (re)production de l'action publique jusqu'à ce que le « contrôle

⁶ MANSARE (Augustin), « L'émergence d'un contrôle citoyen des finances publiques en Afrique francophone », *op.cit.*, p. 2

citoyen » s'impose comme l'instrument nécessaire à l'exécution démocratique des politiques publiques.

Le contrôle de l'action publique était jusqu'alors conçu de façon endogène, assuré par les institutions publiques elles-mêmes : contrôle parlementaire, contrôle judiciaire, contrôle des finances publiques et autres formes de contrôle administratif. « Alors que l'État n'a plus le monopole de l'action publique, la gouvernance consiste à organiser le dialogue entre les différentes catégories d'acteurs désormais impliquées dans l'action publique (société civile, institutions publiques, secteur privé, citoyens) » (IRG, 2013).

Le citoyen est dorénavant directement sollicité et se voit être ainsi coresponsabilisé. Bruce Ackerman (1998)⁷ insiste d'ailleurs fortement sur la place à redonner à la citoyenneté dans les sociétés démocratiques actuelles, en proie à divers maux politiques susceptibles de menacer la stabilité des institutions nationales, mais aussi infra et supranationales, et ce, à tous les niveaux, quelle que soit l'échelle des rapports entre les citoyens et les institutions publiques, du conseil municipal à la communauté internationale, en passant par les diverses collectivités locales et l'État. Le principal constat d'Ackerman fait état d'un

défaut d'égalité citoyenne, regrettant ainsi que la citoyenneté ne se réduise dans le quotidien des gens ordinaires qu'à un passeport pour circuler et traverser des frontières. Cette réduction de la citoyenneté à une fonction instrumentale est la résultante d'une relégation des citoyens par et à travers un rapport de défiance à l'égard des politiques publiques, dont plus particulièrement celles de l'État et des institutions internationales.

La transparence

La transparence engendre un accès à l'information, permettant aux citoyens d'être informés des décisions politiques et les actions des forces de sécurité et de défense. Cela suppose des mécanismes institutionnels efficaces qui favorisent la diffusion de l'information au-delà des cercles gouvernementaux.

La responsabilité

La responsabilité est également centrale : elle implique que les gouvernements doivent rendre compte de leurs décisions et de leurs actions aux citoyens. Dans le contexte du Burkina Faso, où les défis sécuritaires sont significatifs, cette notion de reddition des comptes acquiert une dimension particulière. Elle se manifeste à travers des mécanismes tels que les

⁷ Bruce Ackerman est un juriste et théoricien politique américain de l'université de Yale, connu notamment pour son ouvrage de 1998, Au nom du peuple : Les fondements de la démocratie

américaine (traduction de We the People, Volume 1, Foundations, initialement publié en 1991 aux presses universitaires d'Harvard, et le volume 2, Transformations, a été publié en 1998)

commissions parlementaires, les rapports d'audit, et les évaluations par des tiers.

L'inclusivité

L'inclusivité dans le contrôle citoyen est l'idée d' étendre la participation et l'influence des citoyens dans les processus de prise de décision et de suivi de l'action publique à tous les membres de la société, sans distinction ni exclusion, reconnaissant ainsi les droits fondamentaux et la dignité de chaque individu. Cela implique de dépasser les approches traditionnelles de citoyenneté en intégrant des groupes historiquement marginalisés, tels que les personnes handicapées, les minorités, ou les personnes vivant dans la pauvreté.

De surcroît, le cadre théorique du contrôle citoyen s'enrichit des approches pluralistes et inclusives. Il reconnaît que les citoyens ne sont pas un bloc homogène, mais plutôt un ensemble hétérogène aux intérêts variés. Cela appelle à la prise en compte des contextes locaux, des dynamiques socioculturelles, et des réalités économiques qui peuvent influencer la perception et l'engagement des citoyens vis-à-vis des politiques de sécurité. En intégrant ces dimensions, le contrôle citoyen devient un processus non seulement réactif, mais aussi proactif, permettant aux citoyens de façonner activement les

réponses de l'État face aux défis sécuritaires.

Dans le cas du Burkina Faso, une meilleure compréhension de ce cadre théorique peut éclairer les voies de renforcement du contrôle citoyen face aux crises contemporaines, tout en capitalisant les efforts collectifs pour promouvoir une gouvernance responsable et inclusive.

2.2.Revue de littérature

Au regard de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen de 1789 « tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique et d'en suivre l'emploi (...) la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration ».

Pour, Johanna Mendelson Forman⁸ « Sécurité humaine et étatique ne s'excluent pas, bien au contraire, elles se renforcent mutuellement. Mais les politiques qui prônent des États sécurisés ne conduisent pas forcément à des populations sécurisées. »

Pour Boubacar BA, « L'implication croissante d'acteurs de la société civile ne doit pas être comprise comme une disqualification de l'État, mais bien plutôt comme un moyen de gagner du temps et de soulager la pression qui s'exerce sur celui-ci de manière à permettre l'émergence ou la

⁸ Conseillère principale sur les questions de sécurité et de développement au Stimson Center

régénération d'institutions étatiques légitimes. »⁹

Contexte historique du contrôle citoyen au Burkina Faso

Le Burkina Faso, a une histoire complexe qui façonne sa dynamique politique actuelle, en particulier en ce qui concerne le contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité. Depuis son indépendance en 1960, le pays a connu une succession de régimes autoritaires, de coups d'État et de transitions démocratiques, marquant ainsi une lutte continue pour la souveraineté et la démocratie. Le régime révolutionnaire dans les années 1980, souvent célébré pour sa vision progressiste et son approche axée sur le peuple, a introduit des réformes sociales et économiques significatives, mais a également été caractérisé par un contrôle étroit des institutions militaires, réduisant ainsi l'espace pour un contrôle citoyen effectif sur les politiques de défense.¹⁰

La dynamique s'est cependant intensifiée après la chute du régime en 1987, avec l'avènement du régime de la rectification¹¹ qui a pris le pouvoir. Sous ce régime qui s'est engagé dans une relative démocratie, qui a duré près de trois décennies, le

militaire est devenu un acteur central de la gouvernance, avec des budgets de défense considérablement augmentés, souvent au détriment des droits civils. L'absence de mécanismes de responsabilité a permis à l'armée de s'accaparer des ressources et d'exercer une influence disproportionnée sur la conduite des affaires de sécurité. Les luttes internes et les conflits régionaux, notamment le terrorisme grandissant au Sahel, aggravent la situation en créant une urgence qui justifie parfois des mesures autoritaires au nom de la sécurité nationale. Cela a mené à une séparation des pouvoirs plus marquée, où les citoyens ont souvent été exclus des discussions sur les politiques de défense.¹²

Plus récemment, le Burkina Faso a été confronté à une montée de violence terroriste, exacerbant la nécessité pour un contrôle citoyen des politiques de sécurité qui n'est pas seulement capitale pour la légitimité du gouvernement, mais aussi pour la résilience nationale. Des mouvements sociaux et des organisations de la société civile ont commencé à revendiquer une plus grande transparence et une meilleure responsabilisation. Ces

⁹ Boubacar Ba, Programme de gouvernance de la sécurité et de la paix au Mali

¹⁰ Sten Hagberg, Ludovic Kibora, Fatoumata Ouattara and Adjara Konkobo, "Au cœur de la révolution burkinabè", *Anthropologie & développement*, 42-43 | 2015, 199-224.

¹¹ Le régime de la "rectification de la Révolution" de Blaise Compaoré a débuté après son coup d'État de 1987 qui a renversé Thomas Sankara, et visait à rétablir des relations normales avec des pays comme la Côte d'Ivoire et la France, tout en consolidant

son pouvoir au Burkina Faso. Ce régime était caractérisé par un contrôle semi-autoritaire, malgré l'existence formelle d'institutions démocratiques et d'élections, avec des stratégies visant à empêcher l'alternance au pouvoir, comme la tentative de modification de la Constitution en 2014.

¹² Sten Hagberg, Ludovic Kibora, Fatoumata Ouattara and Adjara Konkobo, "Au cœur de la révolution burkinabè", *Anthropologie & développement*, 42-43 | 2015, 199-224.

efforts en leur temps ont symbolisé une renaissance potentielle du patriotisme civique, prenant racine dans une histoire de résistance face aux dérives des gouvernements successifs. Mais, le dernier coup d'État militaire intervenu le 30 septembre 2022, avec le Capitaine Ibrahim TRAORE, a engagé des réformes profondes pour une gouvernance révolutionnaire avec à la clef la restriction de l'espace civique pour des questions de sécurité nationale selon les autorités. Pourtant, le contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso constitue non seulement un enjeu contemporain, mais également une continuité d'une lutte historique pour l'autodétermination, et le respect des droits civils.

Défis du contrôle citoyen au Burkina Faso

Le contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso, bien qu'essentiel pour la promotion d'une gouvernance responsable, se heurte à divers défis qui compromettent son efficacité.

En premier lieu, l'absence d'une culture civique solide constitue un obstacle majeur. De nombreux citoyens sont peu informés de leurs droits et obligations en matière de surveillance des institutions militaires et sécuritaires. Cette méconnaissance limite leur aptitude à participer activement aux processus de reddition de comptes. De plus, la sensibilisation insuffisante aux enjeux de la défense et de la sécurité nuit à la capacité

des citoyens de formuler des critiques constructives. Une éducation civique renforcée pourrait catalyser une participation plus informée et engagée.

Ensuite, la problématique de la transparence des institutions de défense se pose avec acuité. Les forces armées et les agences de sécurité opèrent souvent dans un cadre de secret et d'opacité, rendant difficile tout effort de surveillance. Les fichiers d'information sont souvent classifiés pour des raisons de sécurité nationale, ce qui empêche les citoyens d'accéder à des données cruciales nécessaires à l'évaluation des politiques en vigueur. Cette situation exacerbée par des tensions sécuritaires, notamment dans le contexte des attaques armées et du terrorisme, conduit à une justification fréquente des actions des forces publiques sans un espace de contestation adéquat.

Par ailleurs, le cadre législatif et institutionnel encadrant le contrôle citoyen demeure fragile. Bien que des dispositions existent pour encourager la participation de la société civile, leur application se révèle souvent incomplète et ponctuée de lacunes. Les mécanismes de suivi et d'évaluation des politiques de défense ont besoin d'être renforcés pour assurer une véritable prise en compte de la voix des citoyens. De même, la collaboration entre les institutions de sécurité et la société civile est souvent marquée par un manque de confiance et des

appréhensions, ce qui entrave le travail commun. En somme, le renforcement du contrôle citoyen au Burkina Faso exige une approche holistique qui associe l'éducation civique, la promotion de la transparence institutionnelle et le renforcement des cadres législatifs, tout en cultivant un esprit de collaboration entre les divers acteurs concernés.

Contexte de crise sécuritaire

Selon Dipama, S. (2024), la montée du terrorisme et de l'insécurité depuis 2015 a fragilisé la démocratie, mais a également révélé une certaine résilience¹³. En effet, cette situation d'insécurité généralisée, avec ses conséquences telles que les déplacements de populations et les fermetures d'écoles, interroge la gouvernance sécuritaire nationale.

La sécurité demeure donc au centre des préoccupations de l'État moderne ainsi qu'un des éléments clés de sa légitimation. En d'autres termes, la légitimité de l'État est mesurée par sa capacité à assurer la sécurité et la quiétude de ses citoyens et à sécuriser ses frontières (Roché, 2004)¹⁴. Dans cet élan de protection de ses citoyens par la

relève des défis sécuritaires, l'État peut être amené à utiliser des moyens à même de constituer une violation flagrante des règles démocratiques.

Perceptions citoyennes

Des recherches comme celle de l'Université d'Uppsala¹⁵ et de l'Institut des Sciences des Sociétés du Burkina Faso¹⁶ ont exploré les perceptions des citoyens face à la sécurité dans, "Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso", un ouvrage collectif¹⁷, incluant les attaques armées, le terrorisme, le crime organisé, et même les exactions et bavures des forces de sécurité, en plus de l'insécurité alimentaire et du chômage.

Reforme du Secteur de la Sécurité RSS

Des études comme celles de la Fondation pour la Recherche Stratégique FRS¹⁸ ont examiné les cadres juridiques et organisationnels du système de sécurité burkinabè, la place du Président du Faso en tant que chef suprême des armées, et les responsabilités du Premier ministre dans l'exécution de la politique de défense. L'analyse de l'après-

¹³ Dipama, S. (2024). La Démocratie à L'épreuve Des Défis Sécuritaires en Afrique : Cas du Burkina Faso. Marmara Üniversitesi Siyasal Bilimler Dergisi, 12(2), 237-264. DOI: 10.14782/marmarasbd.1518721

¹⁴ Roché, S. (2004). L'insécurité comme problème politique: régulation et symboles du pouvoir. S. Roché (ed.), Sociologie politique de l'insécurité: Violences urbaines, inégalités et globalisation (153-192). Paris: Presses Universitaires de France.

¹⁵ L'université d'Uppsala ou l'université d'Upsal (en suédois, *Uppsala universitet*) est une Université d'État située à Uppsala, en Suède. Fondée en 1477, elle est la plus vieille université de Scandinavie.

¹⁶ Basée à Ouagadougou, mène plusieurs recherches sur divers thématiques de la société.

¹⁷ Sten Hagberg, Ludovic O. Kibora, Sidi Barry, Yacouba Cissao, Siaka Gnési, Amado Kaboré, Bintou Koné et Mariatou Zongo. Uppsala Papers in Africa Studies 5, 2019, Uppsala University

¹⁸ Créée en 1992, la FRS est une fondation reconnue d'utilité publique. "Elle a pour missions d'analyser les problèmes de stratégie et de sécurité ...

COMPAORE ont montré que les réformes de sécurité ont connu une certaine cadence, mais que la crise a contribué à ouvrir des voies à des ruptures dans la doctrine et la gouvernance du secteur de la sécurité.

Quant à AK Saidou 2019, à travers un article, « La participation citoyenne dans les politiques publiques de sécurité au Niger et au Burkina Faso »¹⁹, il analyse l'implication des citoyens dans la gouvernance sécuritaire, influencée par les régimes politiques et les relations internationales, et montre comment cette participation peut être un indicateur des luttes de pouvoir et de la fabrication de l'action publique dans les États sous régime d'aide. Il met plutôt l'accent sur la participation citoyenne que sur le contrôle citoyen.

Lorsqu'elle se pose au niveau de la conduite des politiques de sécurité, la question de la participation se rapporte au thème de la démocratie participative, définie comme un mouvement visant à « favoris[er] l'implication directe des citoyens dans le gouvernement des affaires publiques » (Rui, 2013). Quant à l'article "Politiser le « vide sécuritaire », il explore le rôle des groupes d'autodéfense au Burkina Faso et les rapports de pouvoir autour de la notion de sécurité²⁰.

Un secteur de la sécurité redevable doit rendre des comptes aux institutions légalement mandatées à superviser leurs activités. Cela signifie également qu'en cas d'infractions des institutions de sécurité, les institutions de surveillance doivent disposer de mécanismes de mise en œuvre du respect des règles par les institutions qu'elles surveillent. La redevabilité garantit que les forces de défense et de sécurité ne bénéficient pas de l'impunité en raison de leur position de pouvoir au sein de la société.

3. METHODOLOGIE

L'approche méthodologique pour étudier les défis du contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso, est une recherche qualitative et exploratoire. L'objectif principal est de recueillir des perceptions approfondies, des expériences et des opinions détaillées des participants

Approche de la recherche

La recherche adopte une approche qualitative. Ce choix est justifié par la nécessité d'explorer en profondeur les dynamiques complexes, les perceptions et les défis du contrôle citoyen, plutôt que de quantifier des tendances.

Elle serait également exploratoire et descriptive, visant à comprendre les mécanismes, les obstacles et les

¹⁹ <https://journals.openedition.org/poldev/3209>

²⁰ Article | Soré, Zakaria ; Cote, Muriel ; Zongo, Bouraïman | Politique africaine | 163 | 3 | 2021-09-22 | p. 127-144 | 0244-7827 | 2021

perspectives d'amélioration du contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso.

Population et échantillonnage

La population cible est principalement les membres d'Organisations de la Société Civile (OSC) au nombre de 10 dont les plus importantes sont impliquées dans la gouvernance, les droits humains, et la sécurité.

Étant donné la nature qualitative, un échantillonnage non probabiliste, avec un l'échantillonnage raisonné, a été privilégié pour sélectionner des OSC capables de fournir des informations riches et pertinentes.

Implicitement, l'objectif était d'avoir des réponses riches et détaillées.

Méthodes de collecte des données

La méthode principale de collecte de données a été des entretiens individuels approfondis suivi d'observations au cours du mois de juin et juillet 2025.

Ces méthodes ont permis aux participants de s'exprimer librement et de manière détaillée sur leurs expériences et leurs opinions.

Le questionnaire qualitatif que nous avons élaboré a servi de guide pour ces entretiens et discussions. Il est structuré autour de questions ouvertes, encourageant des récits, des analyses et des nuances, plutôt que des réponses fermées

Les sections du questionnaire couvrent :

- Le contexte personnel et l'implication des participants (Section 1)
- Leur perception du contexte sécuritaire actuel (Section 2)
- Leur compréhension et l'importance du contrôle citoyen (Section 3)
- Le rôle et les activités des OSC (Section 4)
- Leur vision des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso (Section 5)
- Leurs avis sur les capacités et stratégies des OSC (Section 6)
- Les limites et obstacles au contrôle citoyen (Section 7)
- Les cas de succès et d'échecs (Section 8)
- Les perspectives d'amélioration (Section 9)
- Un espace pour des commentaires additionnels (Section 10)

Une recherche documentaire complémentaire a permis de contextualiser les données recueillies et d'approfondir la compréhension des politiques existantes, du cadre juridique et de l'historique des actions des OSC. Cela permettrait d'informer le public et d'influencer les décideurs.

Analyse des données

Les données collectées via les entretiens ont été soumises à une analyse thématique ou de contenu. Cela a impliqué l'identification de thèmes récurrents, de catégories, de

concepts clés et de relations entre eux, afin de dégager les idées principales et les perceptions dominantes des participants concernant le contrôle citoyen.

Considérations éthiques

Nous avons assuré la confidentialité et l'anonymat des participants. Un consentement éclairé a été obtenu avant chaque entretien ou discussion, expliquant l'objectif de l'étude et l'utilisation des données.

Cette méthodologie proposée vise à produire une compréhension approfondie des dynamiques en jeu et à identifier des pistes concrètes pour renforcer le contrôle citoyen au Burkina Faso, en capitalisant sur la richesse des perspectives des OSC.

4. RESULTATS

Résultat 1

Le contrôle citoyen est reconnu comme fondamental et indispensable, mais son application est constamment entravée.

Résultat 2

Les Organisations de la Société Civile (OSC) jouent un rôle capital, mais font face à des défis significatifs de légitimité, de crédibilité et de ressources.

Résultat 3

Les politiques de défense et de sécurité sont en constante réévaluation face aux menaces, mais peinent à concilier efficacité sécuritaire et intégration citoyenne.

Résultat 4

Des réussites encourageantes sont enregistrées et des échecs instructifs, offrant des pertinentes leçons pour une meilleure application du contrôle citoyen.

Résultat 5

Le renforcement des capacités des acteurs de la société civile et une collaboration accrue avec les institutions publiques sont des leviers essentiels pour l'amélioration du contrôle citoyen

5. DISCUSSION

1. Le Contrôle Citoyen : Une nécessité indispensable constamment entravée

Le contrôle citoyen occupe une place fondamentale dans la gouvernance et est plus que jamais indispensable dans le contexte burkinabè actuel, marqué par des défis sécuritaires croissants. Ce contrôle est essentiel pour renforcer la transparence, la responsabilité et la confiance entre l'État et les populations, ainsi que pour consolider la légitimité des institutions face à une situation sécuritaire complexe. L'objectif poursuivi est que les citoyens puissent surveiller les actions des autorités, demander des comptes et exiger des politiques adaptées à leurs besoins. Cependant, malgré cette reconnaissance vitale, le processus est souvent entravé par un certain nombre d'obstacles, une contradiction qui souligne la fragilité des mécanismes de gouvernance en place. Ces entraves sont diverses, allant du manque de compréhension citoyenne des enjeux à

l'absence de mécanismes formels de participation, en passant par une tendance à réagir par des mesures répressives à l'encontre des OSC.

2. Le rôle capital des Organisations de la Société Civile (OSC) et leurs défis de légitimité, de crédibilité et de ressources

Les OSC sont identifiées comme des acteurs majeurs de la gouvernance pour promouvoir la transparence, la responsabilité de l'État devant les citoyens et la participation citoyenne. Elles agissent comme un moyen d'équilibre entre l'État et les citoyens, menant des actions de sensibilisation, d'éducation publique, de plaidoyer. Des exemples comme le MBDHP, la CNSC, le CGD et le RENLAC illustrent leur diversité et l'impact. Néanmoins, ces OSC sont confrontées à des limites significatives. Elles doivent naviguer entre des contraintes légales et réglementaires qui restreignent leurs activités et dissuadent la participation active. Elles font face à des défis de légitimité et de crédibilité, souvent en raison d'une méfiance généralisée envers les institutions étatiques et, paradoxalement, parfois les OSC elles-mêmes peuvent être victimes de manipulation politique et tentatives de dénigrement. Enfin, le manque de ressources suffisantes pour leurs initiatives de sensibilisation et d'engagement communautaire est un frein majeur à leur capacité à gagner la confiance

du public et à mener leurs missions efficacement.

3. Les politiques de défense et de sécurité : entre réévaluation constante et difficulté à concilier efficacité sécuritaire et intégration citoyenne

Les politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso ont subi des transformations significatives, passant d'une régulation de l'ordre interne à une stratégie de lutte contre les menaces transnationales et le terrorisme, ce qui a conduit à une militarisation des réponses à la sécurité. Malgré ces évolutions et les mesures déployées, la recherche montre une relative difficulté des forces de sécurité à répondre efficacement à ces menaces notamment asymétriques. L'analyse des enjeux actuels révèle une tension palpable entre la nécessité de répondre aux urgences sécuritaires et celle d'instaurer une gouvernance inclusive. Dans ce contexte, il est impératif de réévaluer la place des citoyens et des organisations de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de sécurité afin de renforcer la légitimité des actions entreprises et de favoriser un engagement accru des communautés locales. Sans cette intégration, les politiques de défense et de sécurité risquent de demeurer "top-down" et de nuire à leur propre légitimité.

4. Des réussites encourageantes et des échecs instructifs pour un meilleur contrôle citoyen

La recherche fournit des éléments concrets des possibilités et des limites du contrôle citoyen. Des interventions réussies incluent des campagnes de sensibilisation ayant mené à une mobilisation générale contre le terrorisme et un dialogue constructif entre citoyens et autorités militaires dans le cadre des relations civilo militaires, résultant en une augmentation significative de la confiance communautaire. Les forums de dialogue ont également amélioré la communication et renforcé la confiance et la transparence. Ces succès montrent le potentiel de la participation citoyenne dans la gouvernance des politiques de défense et de sécurité. En revanche, des échecs notables sont également mis en lumière, comme une tentative de consultation populaire entravée par l'absence de volonté politique, le manque de transparence et la réticence des institutions militaires à partager des informations. L'inefficacité des structures de consultation citoyenne et la difficulté d'accès à l'information sont des obstacles récurrents. Ces échecs indiquent clairement l'importance d'un cadre juridique solide et pérenne, d'un dialogue inclusif basé sur la confiance mutuelle, et d'une réelle prise en compte des besoins et des préoccupations des citoyens.

5. Renforcement des capacités des acteurs de la société civile et collaboration accrue avec les institutions publiques : des leviers essentiels

Pour surmonter les défis et capitaliser sur les leçons apprises, la recherche identifie deux leviers majeurs. Le renforcement des capacités des acteurs citoyens et des organisations de la société civile est fondamental. Cela implique une formation approfondie sur les enjeux de défense et de sécurité, les budgets militaires, la gestion des ressources, ainsi que les droits humains et la sécurité. L'accès à des outils numériques et des plateformes de collaboration est également essentiel pour faciliter la veille sécuritaire et l'évaluation. Deuxièmement, la collaboration avec les institutions publiques et privées apparaît comme un levier majeur. Il est indispensable d'établir des canaux de communication clairs et réguliers, d'intégrer les acteurs locaux comme les comités de veille sécuritaire, et de promouvoir la transparence des processus d'allocation des ressources et des décisions stratégiques. Ces efforts combinés visent à construire une culture de responsabilité et de participation citoyenne durable et sont indissociables du processus d'ouverture et du rapprochement du secteur de la défense et de la sécurité du citoyen.

En conclusion, le chemin vers un contrôle citoyen efficace passe impérativement par le développement des compétences des citoyens et une collaboration franche et transparente avec les institutions de l'État. Pour que le contrôle citoyen au Burkina

Faso s'épanouisse, il doit être perçu non pas comme une contrainte ou une opposition, mais comme la boussole essentielle qui guide la main de l'État dans la tempête sécuritaire.

Vérification des hypothèses de départ

Hypothèse Générale

Le renforcement du contrôle citoyen sur les politiques de défense et de sécurité pourrait significativement améliorer la transparence, la responsabilité et la légitimité des institutions étatiques au Burkina Faso. Ce contrôle est indispensable pour renforcer la confiance entre l'État et les populations.

Vérification :

Cette hypothèse est largement soutenue par les résultats de la recherche.

Le "Résultat 1 indique que le contrôle citoyen est "reconnu comme fondamental et indispensable". La "Discussion 1 réitère qu'il est "plus que jamais indispensable dans le contexte burkinabè actuel" pour "renforcer la transparence, la responsabilité et la confiance entre l'État et les populations, ainsi que pour consolider la légitimité des institutions". L'objectif général de la recherche est d'ailleurs de "Contribuer à une gouvernance plus inclusive et légitime des politiques de défense et de sécurité".

Le fait que l'État est un peu limité par sa capacité à assurer la sécurité et la quiétude de ses citoyens indique également l'importance de la légitimité du contrôle

citoyen des politiques de défense et de sécurité.

Hypothèse 1

"L'efficacité du contrôle citoyen serait directement entravée par le manque d'accès à l'information pertinente et à l'inefficacité de mécanismes formels et légitimes de contrôle citoyen. Ce manque d'accès à l'information sur les décisions politiques et les actions des forces de sécurité et de défense est un obstacle majeur. De plus, les structures de consultation citoyenne existantes manquent souvent de légitimité et de représentativité, rendant ces consultations superficielles. Les autorités ont également tendance à réagir par des mesures répressives face à toute forme d'opposition."

Vérification :

Cette hypothèse est clairement confirmée. La "Discussion 1" mentionne que le contrôle citoyen est "souvent entravé par un certain nombre d'obstacles", y compris le "manque de compréhension citoyenne des enjeux à l'absence de mécanismes formels de participation, en passant par une tendance à réagir par des mesures répressives à l'encontre des OSC".

Les "Objectifs spécifiques" de la recherche incluent l'identification des entraves telles que le "manque de compréhension des enjeux de sécurité, l'absence de mécanismes formels de participation explicites, et la tendance à des mesures répressives face aux

discours contradictoires". De plus, le constat est que "les fichiers d'information sont souvent classifiés pour des raisons de sécurité nationale, ce qui empêche les citoyens d'accéder à des données jugées stratégiques et sensibles ". Les "échecs notables" des tentatives de consultation populaire de 2019 sur la politique de défense et de sécurité sont attribués au "manque de transparence et la réticence des institutions militaires à partager des informations" ainsi qu'à "l'inefficacité des structures de consultation citoyenne".

Hypothèse 2

"Un déficit de confiance persistant entre les citoyens et les institutions étatiques de défense et de sécurité, aggraverait des perceptions d'abus de pouvoir et de corruption. La méfiance des citoyens envers les institutions étatiques responsables de la sécurité est omniprésente, souvent en raison d'allégations d'abus de pouvoir, de corruption ou d'un manque de transparence, renforcées par une communication inefficace des autorités. Les OSC elles-mêmes sont confrontées à des défis de légitimité et de crédibilité, parfois perçues avec méfiance ou sujettes à la manipulation politique, ce qui complique leur mission."

Vérification :

Cette hypothèse est validée. La recherche identifie un "déficit de confiance persistant" comme un obstacle majeur au contrôle citoyen. La "Discussion 1" souligne la

nécessité de "restaurer la confiance entre l'État et les citoyens". La "Discussion 2" met en lumière les "défis de légitimité et de crédibilité" auxquels sont confrontées les OSC, "souvent en raison d'une méfiance généralisée envers les institutions étatiques et, paradoxalement, parfois les OSC elles-mêmes peuvent être victimes de manipulation politique et tentatives de dénigrement". Le contexte historique du Burkina Faso, marqué par des régimes autoritaires et des accusations de mauvaise gestion des ressources, a également contribué à cette méfiance.

Hypothèse 3

"Les organisations de la société civile seraient des acteurs pivots pour le renforcement du contrôle citoyen, en mobilisant des ressources, en menant des campagnes de plaidoyer et de sensibilisation, et en facilitant le dialogue entre l'État et les citoyens, malgré les obstacles auxquels elles sont confrontées. Les OSC jouent un rôle capital en promouvant la transparence, la responsabilité et la participation citoyenne. Elles utilisent des stratégies d'influence telles que le plaidoyer basé sur des données probantes, la sensibilisation à travers des campagnes médiatiques et des ateliers, et la collaboration intersectorielle pour créer des coalitions. Leur efficacité dépend de leur capacité à mobiliser des ressources

financières, humaines et matérielles, et à établir des partenariats stratégiques."

Vérification :

Cette hypothèse est fortement confirmée. Le "Résumé" de l'article met en relief le "rôle des organisations de la société civile (OSC)" et la "Discussion 2" affirme que les OSC sont "identifiées comme des acteurs majeurs de la gouvernance pour promouvoir la transparence, la responsabilité de l'État devant les citoyens et la participation citoyenne". Elles agissent comme un "équilibre entre l'État et les citoyens" et utilisent diverses stratégies d'influence telles que le plaidoyer et la sensibilisation. Cependant, l'hypothèse est nuancée par la reconnaissance des "obstacles auxquels elles sont confrontées", notamment le "manque de ressources" et les "défis de légitimité et de crédibilité", ce qui est également confirmé par les résultats de la recherche.

Hypothèse 4

"Le renforcement des capacités des citoyens et une collaboration accrue entre la société civile et les institutions publiques seraient des facteurs déterminants pour améliorer l'efficacité et la légitimité du contrôle citoyen, favorisant ainsi une meilleure adhésion de la population et des politiques de défense et de sécurité plus adaptées. Le renforcement des compétences et des connaissances des OSC et des citoyens est fondamental pour qu'ils puissent analyser,

évaluer et interpellier les politiques de défense et de sécurité. La collaboration et la synergie entre l'État, les OSC et les communautés locales, à travers des plateformes d'échanges d'informations et des forums de dialogue, peuvent améliorer la communication, renforcer la confiance et permettre une meilleure prise en compte des préoccupations des citoyens dans les stratégies de défense."

Vérification :

Cette hypothèse est largement soutenue et constitue une des principales conclusions et recommandations de la recherche. Le "Résultat 5" et la "Discussion 5" identifient le "renforcement des capacités des acteurs de la société civile et une collaboration accrue avec les institutions publiques" comme des "leviers essentiels pour l'amélioration du contrôle citoyen". La recherche propose des pistes d'amélioration axées sur le "renforcement des capacités et une collaboration accrue avec les institutions étatiques". La "Discussion 5" met en évidence la nécessité d'une "formation approfondie sur les enjeux de défense et de sécurité, les budgets militaires, la gestion des ressources, ainsi que les droits humains et la sécurité". Elle met également en avant l'importance d'établir des "canaux de communication clairs et réguliers" et de "promouvoir la transparence" pour "construire une culture de responsabilité et de participation

citoyenne durable". Les "réussites encourageantes" mentionnées dans la recherche, telles que le "dialogue constructif" et les "forums de dialogue", confirment le potentiel de cette collaboration.

En somme, les différentes hypothèses sont validées par les résultats et l'analyse présentés dans la recherche. Elles décrivent avec précision les défis, le rôle des acteurs et les pistes d'amélioration pour le contrôle citoyen au Burkina Faso.

7. INNOVATION DE LA RECHERCHE

La recherche sur les "Défis du contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso : Analyse des capacités et des limites des organisations de la société civile" se démarque des autres recherches antérieures, tout en s'inscrivant dans la continuité de certaines dynamiques de connaissance existantes.

Les points de démarcation :

- Focus spécifique sur le "Contrôle Citoyen" en contexte de défense et sécurité :

La recherche se concentre précisément sur le contrôle citoyen des politiques de défense et de sécurité au Burkina Faso. Ce champ est longtemps resté un domaine exclusif de l'État et est désormais interpellé par la dynamique de la bonne gouvernance et de la démocratie participative.

Elle met en lumière les défis inhérents à la mise en œuvre de ce contrôle dans un contexte sécuritaire burkinabè volatile.

- Différenciation claire entre "Contrôle Citoyen" et "Participation Citoyenne" :

Contrairement à de nombreuses recherches qui peuvent se limiter à la "participation citoyenne", cette recherche établit une distinction fondamentale. Alors que la participation est une démarche ascendante où les citoyens contribuent à la conception de l'action publique, le contrôle citoyen est une démarche descendante ou indépendante qui vise à suivre, évaluer et s'assurer de la bonne gestion des ressources et des politiques publiques par les gouvernements ou les institutions. Ceci implique que le contrôle citoyen est plus qu'une simple implication ; il s'agit d'une veille active et d'une demande de reddition de comptes sur l'utilisation du budget de l'État et la gestion des affaires publiques.

- Analyse approfondie des capacités et limites des Organisations de la Société Civile (OSC) :

La recherche ne se contente pas de reconnaître le rôle des OSC, comme le font des travaux sur la "Sécurité par le bas" ou sur la participation citoyenne mentionnées dans cette recherche par certains auteurs. Elle évalue spécifiquement les capacités (mobilisation de ressources, plaidoyer, sensibilisation, collaboration

intersectorielle) et les limites (manque de ressources, défis de légitimité et de crédibilité, contraintes légales) des OSC en tant qu'acteurs pivots du contrôle citoyen.

Elle explique comment les OSC "agissent comme un équilibre entre l'État et les citoyens", malgré les défis qu'elles rencontrent.

- Identification systématique des obstacles et propositions de leviers d'amélioration

La recherche identifie des obstacles majeurs et des contraintes spécifiques au Burkina Faso, tels que le manque d'accès à l'information pertinente, l'inefficacité des mécanismes formels de contrôle, la tendance des autorités à la répression, et le déficit de confiance persistant.

Elle propose également des perspectives d'amélioration concrètes, axées sur le renforcement des capacités des acteurs citoyens et des OSC (formation, accès aux outils numériques) et une collaboration accrue avec les institutions publiques et privées.

En résumé, cette recherche ne se limite pas à décrire le phénomène, mais elle l'analyse en profondeur dans un contexte spécifique, en se concentrant sur les acteurs clés (OSC) et en proposant des solutions concrètes pour surmonter les défis.

6. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

1. Renforcer les capacités des organisations de la société civile (OSC) et des acteurs citoyens en répondant à la faiblesse de l'expertise dans les domaines de la défense et la sécurité.

2. Mettre en place et formaliser des mécanismes de dialogue et de collaboration inclusifs entre l'État et la société civile.

3. Réformer le cadre juridique et institutionnel pour garantir la transparence et l'accès à l'information.

4. Promouvoir l'éducation civique et renforcer la confiance mutuelle entre les citoyens et les institutions de défense et de sécurité.

5. Instituer l'enrôlement des jeunes citoyens ou des acteurs de la société civile pour une durée d'une année au moins au sein des Forces Armées Nationales.

6. Encourager la responsabilité des forces de sécurité dans leurs missions.

BIBLIOGRAPHIE

- Ackerman, B. (1998). Au nom du peuple : Les fondements de la démocratie américaine (Vol. 1 & 2). (Trad. de Nous, le peuple). Presses universitaires d'Harvard.
- Aristote. (Env. 384-322 av. J.-C.). Philosophe grec.

- Ba, B. (sd). Programme de gouvernance de la sécurité et de la paix au Mali
- Compaoré, B. (sd). Le régime de la "rectification de la Révolution" après le coup d'État de 1987
- Dipama, S. (2024). La démocratie à l'épreuve des défis sécuritaires en Afrique : Cas du Burkina Faso. *Marmara Üniversitesi Siyasal Bilimler Dergisi*, 12 (2), 237-264. <https://doi.org/10.14782/marmarasb.d.1518721>
- EFANGON, DY (2023). Le contrôle citoyen des finances publiques en Afrique. Paris : Éditions L'Harmattan.
- Hagberg, S., Kibora, L., Ouattara, F. et Konkobo, A. (2015). Au cœur de la révolution burkinabè. *Anthropologie & développement*, (42-43), 199-224. <https://journals.openedition.org/poldev/3209>
- Institut national du service public (INSP). (2024). Fondation pour la recherche stratégique – FRS. Présentation institutionnelle. <https://documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/SYRACUSE/360764/fondation-pour-la-recherche-strategique-frs?lg=fr-FR#:~:text=Cr%C3%A9%C3%A9e%20en%201992%2C%20la%20FRS,revue%20%22D%C3%A9fense%20et%20industries%22.>
- Larousse. (2011). Le Petit Larousse illustré 2012. Paris : Larousse.
- Loada, A. et Moderan, O. (2015). Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité. Dans O. Moderan (Dir.), Boîte à outils pour la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Genève : DCAF.
- Mansaré, A. (sd). L'émergence d'un contrôle citoyen des finances publiques en Afrique francophone. Référence citée dans un autre document ; p2.
- Roché, S. (2004). L'insécurité comme problème politique : régulation et symboles du pouvoir. Dans S. Roché (Éd.), *Sociologie politique de l'insécurité : Violences urbaines, inégalités et mondialisation* (pp. 153-192). Paris : Presses Universitaires de France.
- Saidou, A. Karim, (2019). La participation citoyenne dans les politiques publiques de sécurité en Afrique : analyse comparative des exemples du Burkina Faso et du Niger.

<https://journals.openedition.org/poldev/3209>

- Soré, Z., Côté, M. et Zongo, B. (2021). *Politique africaine*, 163 (3), 127-144.
<https://doi.org/10.3917/polaf.163.0127>

- Centre Stimson. (sd). Conseillère principale sur les questions de sécurité et de développement.
- Université d'Uppsala. (sd). Université d'État fondée en 1477 à Uppsala, Suède.